



**Le mouvement syndical
en Uruguay : trajectoire
contemporaine et
nouvelles perspectives
pour la Plénière
intersyndicale des
travailleurs-Convention
nationale des
travailleurs (PIT-CNT)**

**ÉTIENNE
DAVID-BELLEMARE**

DÉCEMBRE 2011

CHAIRE

**Nycole Turmel
sur les espaces publics
et les innovations politiques**

UQAM

Introduction

Les transformations contemporaines du mouvement syndical uruguayen sont d'un grand intérêt pour qui s'intéresse au syndicalisme en Amérique latine. De manière générale, le rôle du mouvement syndical mérite d'être souligné dans le passage de la dictature militaire (1973-1984) vers l'établissement d'une démocratie libérale (1985) et dans la victoire électorale en 2004 d'une coalition de centre-gauche, le *Frente Amplio* (Front large). Dans cette optique, la tradition particulière dans laquelle s'inscrivaient les relations entre l'État, les partis politiques et le mouvement syndical a été largement remise en question au cours des trente dernières années.

En observant de plus près, force est de constater que les rapports de proximité entre le secrétariat exécutif (et bon nombre de militant-e-s) de la PIT-CNT et le *Frente Amplio* confirment l'aboutissement historique de la stratégie politique hybride mise de l'avant par l'unique Centrale syndicale. En effet, la création d'une série d'instances tripartites par le nouveau gouvernement correspond au désir de la PIT-CNT de dialoguer de manière permanente avec les institutions étatiques et le patronat. Néanmoins, la longue tradition d'indépendance face à l'État demeure une dimension importante de son discours et de ces actions. Pour cette raison, certaines luttes menées de concert avec d'autres mouvements sociaux contre d'importantes initiatives politiques et économiques proposées par le gouvernement témoignent de cette préoccupation.

Au tournant des années 1980, dans un contexte caractérisé par la montée du secteur des services et du travail informel, la baisse importante du nombre d'adhérent-e-s aux syndicats et l'atomisation des travailleurs et travailleuses, la mutation de la structure de l'emploi ont eu des conséquences majeures sur le mouvement syndical. À travers une perspective visant à comprendre le renouveau syndical, nous analyserons dans cet article la façon dont l'unique centrale syndicale uruguayenne, la Plénière intersyndicale des travailleurs-Convention nationale des travailleurs (PIT-CNT), a réagi face aux effets de cette désindustrialisation.

Enfin, nous nous intéresserons de manière succincte à la façon dont le mouvement syndical uruguayen a réagi face au phénomène des récupérations d'entreprises et de leurs transformations en coopératives autogérées.

Origines du mouvement syndical uruguayen (1905-1938)

Animé au tout début du XXe siècle par une trentaine de Sociétés de résistances, où s'organisent les travailleurs et travailleuses en fonction de leurs corps de métier, le mouvement ouvrier uruguayen évoluera vers la création d'une Centrale syndicale visant à fédérer la classe ouvrière¹. Ainsi, en 1905, l'apparition de la Fédération ouvrière régionale d'Uruguay (FORU) marquera les débuts de cette unification syndicale sur fond de croissance économique majeure. À ce sujet, « entre 1901 et 1914 se créent 1272 établissements industriels (le double de tous ceux qui existaient dans la république dans les 71 années de son histoire antérieure)². »

D'orientation anarchiste, la FORU deviendra l'outil principal de lutte des travailleurs et travailleuses en vue de l'amélioration de leurs conditions sociales et économiques, tout en visant à plus long terme une grève générale révolutionnaire. Elle occupera une place centrale dans le paysage syndical uruguayen, à travers une stratégie d'action directe caractérisée par le sabotage, le boycott, les manifestations, les grèves et le refus de collaborer avec les partis politiques. Néanmoins, il serait difficile d'affirmer que cette stratégie autonomiste est comprise comme ligne directrice pour l'ensemble des affilié-e-s. Selon Yamandu González-Sierra, chercheur en Histoire syndicale au Centre interdisciplinaire d'études sur le développement-Uruguay : « les modalités violentes des grèves de cette époque ne constituent pas l'expression de la radicalité idéologique des dirigeants, mais se comprennent plutôt à travers l'intransigeance quotidienne du patronat qui ignore les syndicats et les

¹ Pour une trajectoire historique plus longue du mouvement ouvrier uruguayen : Rama, Carlos M. El movimiento obrero y social uruguayo y el Presidente Batlle, *Revista de Historia de América*, No. 46 (Dec., 1958), pp. 400-403. *Toutes les traductions de l'espagnol vers le français sont de l'auteur.

² Groupe d'Études et d'Action Libertaire (GEAL), *Origines du mouvement ouvrier en Uruguay*, Montevideo, [sur internet] <http://nefac.net/node/977>, 2004, p.5.

droits des travailleurs³. » Comme nous le verrons plus tard, l'institutionnalisation du mouvement syndical uruguayen et sa reconnaissance par l'État participeront au processus de pacification des conflits de travail.

Devant cette conjoncture qui menace la stabilité institutionnelle et économique du pays, le Président de la République, Jose Battle y Ordóñez⁴, réagit progressivement à partir de son arrivée au pouvoir en 1903. D'inspiration libérale et modernisatrice, son administration propose différentes réformes qui visent à répondre aux demandes des travailleurs et travailleuses. Elle reconnaît officiellement la liberté d'association et le droit à la grève et propose en 1906 un projet de loi visant à étendre la journée des 8 heures à tous les secteurs d'activités économiques. Toutefois, l'arrivée au pouvoir en 1907 du gouvernement de Claudio Wiliman, plus conservateur que son prédécesseur, retardera l'entrée en vigueur de la loi. Ce n'est que lors de la deuxième présidence de Battle, qui débuta en 1911, que le projet de loi fut soumis à la Chambre pour être finalement approuvé en 1916. Toutefois, soulignons à propos de la journée des 8 heures qu'en 1916, « lorsque la loi fut approuvée, le mouvement ouvrier revendiquant les 8 heures, qui avait débuté en Uruguay au moins à partir de 1890, avait déjà triomphé dans presque toutes les branches d'activités organisées⁵. »

En 1917, la révolution russe aura comme conséquence de modifier l'hégémonie relative de la FORU sur la vie syndicale uruguayenne. Dès son Congrès de 1919, la FORU voit poindre à l'horizon une première scission qui sera l'œuvre des anarcho-syndicalistes pro-bolchéviques et des militants du Parti communiste d'Uruguay. Par conséquent, l'Union syndicale uruguayenne (USU) naîtra en 1923 et sera elle aussi le théâtre d'une seconde division entre les pro-staliniens et les anarcho-syndicalistes. Cette dernière mènera à la création en 1929 de la Confédération générale du travail de l'Uruguay (CGTU). En somme, la révolution russe aura eu comme effet de diviser le mouvement syndical uruguayen en trois tendances : pro-Moscou (CGTU), anarcho-syndicaliste (USU) et anarchiste (FORU). Cette fracture de

³ González-Sierra, Yamandú. Reglamentación de la huelga: Espada de Damocles y resistencia, *Nueva sociedad*, No.112, Marzo-Abril 1991, p.59.

⁴ Président de la République de 1903-1907 et de 1911-1915, Président du Conseil National d'Administration (organe du pouvoir exécutif) de 1918-1922. Il dirigea pendant un quart de siècle le Parti *Colorado* et fonda le premier quotidien de masse du pays, *El Día*.

⁵ Rama, Carlos, *loc.cit.*, p. 414.

l'unité syndicale de la classe ouvrière aura des répercussions sur la capacité d'action collective des travailleurs et travailleuses face à la crise de 1929 et devant l'établissement de la dictature de Gabriel Terra en 1933.

Comme le signale Gonzalez-Sierra, « la dictature de Terra a été instaurée comme réponse à la crise capitaliste mondiale afin d'assurer la rentabilité des secteurs agricoles et des pêcheries et du secteur industriel. Le mouvement syndical, fragmenté et affaibli par la répression, dû affronter les attaques aux libertés publiques et syndicales et la détérioration du niveau économique des travailleurs⁶. » Paradoxalement, en 1934, le mouvement syndical obtient l'introduction dans la constitution uruguayenne de l'article 55 protégeant le droit à la grève. Dans un contexte de soulèvements ouvriers spontanés et de grèves sauvages qui s'inscrivent dans une lutte antidictatoriale, il semblerait que la dictature aurait préféré fléchir sur ce point que de voir son régime contesté. En définitive, la dictature et la crise économique auront toutefois réussi à anéantir progressivement les trois centrales syndicales. Ces événements sonneront aussi le glas de l'importante influence de l'idéologie anarchiste au sein du mouvement syndical uruguayen.

La création de la Convention nationale des travailleurs (CNT), les Conseils de salaires et le coup d'État de 1973 (1938-1984)

La période qui débute à partir de la fin de la dictature en 1938 jusque dans les années 1950 sera marquée par l'élargissement fulgurant d'une classe ouvrière urbaine et industrielle. En effet, « entre 1936 et 1951 la force de travail industrielle double (...), certaines branches d'activités se féminisent, l'immigration extérieure décroît et les migrations internes augmentent⁷. » C'est dans ce contexte que le 12 novembre 1943, l'acte no. 10449 décrété par le gouvernement entraînera la création de la première instance de concertation tripartite, les Conseils de salaires, afin de traiter exclusivement de la question du salaire minimum dans le secteur privé. Au même moment, plusieurs tentatives de construction d'une nouvelle Centrale syndicale mènent à des échecs répétés. En effet, il semblerait

⁶ González-Sierra, *loc.cit.*, p.59.

⁷ Porrini, Rodolfo, *La historia de la clase obrera y los sindicatos en el siglo XX: experiencias y aportes*, [sur internet] www.universidadur.edu.uy/dgp/docs/mlfs.doc, 2011, p.3.

que l'unification de la classe travailleuse n'ait pas été possible en raison de l'hétérogénéité des idéologies syndicales et de la situation internationale de l'après-Deuxième Guerre mondiale et de la guerre froide⁸. Toutefois, sur les lieux de travail, d'importantes luttes se poursuivent : les cheminots en mai-juin 1947, les ouvriers de la laine en 1950, les grèves générales de 1951-1952, les grèves du textile de 1954 et celles des métallurgistes de 1955⁹. Il faudra attendre la création de la Convention nationale des travailleurs (CNT) en 1964 pour assister à la réémergence d'une volonté d'unification syndicale.

La CNT fut tout d'abord une initiative visant à rapprocher les secteurs syndicaux et populaires dans le cadre de la tenue du premier *Congrès du Peuple*. En effet, « sur la base (...) d'une importante grève générale le 6 avril [1964], l'acte d'inauguration du [*Congrès du peuple*] eut lieu le 15 août et vit la participation de 1400 délégués provenant de 707 organisations de travailleurs et des autres secteurs¹⁰. » Le projet ambitieux de développer un programme de solutions à la crise aboutira dans la diffusion d'une plate-forme de revendications progressistes allant de la réforme agraire à la nationalisation de certains secteurs économiques, en passant par l'accès universel à la santé et à l'éducation. Sans grand lendemain en termes de vecteur de collaboration permanente entre le mouvement syndical et les mouvements sociaux, le *Congrès du Peuple* permit toutefois de consolider les forces syndicales qui se dirigèrent vers la conversion de la CNT en une authentique centrale syndicale unitaire. De plus, ce rassemblement fut l'occasion pour plusieurs militant-e-s de mettre de l'avant un processus de convergence de la gauche électorale, lequel mènera plus tard à la création du *Frente Amplio*.

Ainsi, en 1966, le Congrès d'unification syndicale approuve une Déclaration de principes qui stipule : « indépendance de classe, lutte internationale des travailleurs et pour la libération nationale jusqu'à une société « sans exploiters et sans exploités », rapprochement avec les autres secteurs sociaux (paysans, étudiants, retraités), solidarité et fraternité internationale des travailleurs et latinoaméricanisme¹¹. » Parallèlement au renforcement du mouvement syndical, le gouvernement va

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*, p.4.

¹⁰ *Ibid.*, p.6.

¹¹ Porrini, Rodolfo. *loc.cit*, p.6.

durcir les mesures économiques d'austérités afin, dit-il, de faire face à la crise. En 1968, les Conseils de salaires seront révoqués, les salaires gelés et le gouvernement créera une nouvelle instance tripartite dans laquelle il détiendra une majorité de sièges : le Comité sur la productivité, les prix et les revenus. Ce dernier qui prétend être en continuité avec les anciens Conseils de salaires s'en distingue nettement. En effet, par la mise en place d'une série de mesures visant à encadrer le droit à la grève, dont une disposition sur la question des services essentiels, il s'attaque à un des pans les plus fondamentaux de l'action syndicale. Qui plus est, la légitimité démocratique que les gouvernements avaient réussi à maintenir depuis la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, basée entre autres sur des mesures de soutien à la famille et aux chômeurs ainsi que sur l'assurance maladie, s'effrite progressivement. Ainsi, l'épuisement des mécanismes de médiations entre les acteurs sociopolitiques, instaurées à travers les Conseils de salaires, aura comme effet de réduire considérablement le « compromis social » existant. Ce faisant, « cette diminution de la capacité hégémonique eut comme effet adjuvant l'autonomisation organisationnelle progressive au niveau corporatif-syndical, avec la création de la Convention nationale des travailleurs (CNT), 1964-1966, en tant que Centrale unitaire formée par des anarchistes, socialistes, communistes, indépendants, chrétiens et militants provenant des partis traditionnels¹². »

Dans ce contexte d'attaques aux droits syndicaux et de réformes économiques libérales, les tensions montent entre le gouvernement et l'opposition sociale et politique. Comme l'explique Arturo S. Bronstein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT): « pendant que le gouvernement tentait de résoudre ces conflits en adoptant des mesures draconiennes, incluant l'état d'urgence, les éléments les plus radicaux de l'Opposition organisèrent un mouvement de guérilla urbaine connu sous le nom des *Tupamaros* (en l'honneur de Tupac Amaru, leader de la révolte indigène contre les colons espagnols au Pérou au dix-huitième siècle)¹³. » Prétendant leur efficacité dans la lutte antiguérilla, les militaires profitèrent de la situation pour exiger davantage de contrôle sur l'appareil d'État et organisèrent une forte répression de la contestation émanant de la société civile. Qu'à cela ne tienne, les mouvements sociaux continuèrent de manifester leurs désaccords et d'organiser des actions contre

¹² González-Sierra, *loc.cit.*, p.61.

¹³ Bronstein, Arturo S. The evolution of labour relations in Uruguay : Achievements and challenges, *International labour review*, Vol. 128, EBSCO Publishing, 1989, No.2. p.199.

l'agenda néolibéral du gouvernement. De son côté, celui-ci s'entêta à s'appuyer sur les pouvoirs d'exceptions enchâssées dans la Constitution et sur la violence de l'armée. Pour Germán D'Elia, syndicaliste et professeur à l'Université de la République d'Uruguay, « le coup d'État du 27 juin 1973 constitue la culmination de cette politique »¹⁴.

La dictature militaire fraîchement instaurée s'en prendra dès lors à la CNT en la classant dans la liste des organisations illégales. De même, tous les syndicats sont interdits, même les plus petits locaux se voient mettre la clé sous la porte et des milliers de travailleurs et travailleuses sont licencié-e-s dû à leurs activités syndicales. La réaction héroïque de la classe ouvrière se fera sentir immédiatement par le déclenchement d'une grève générale, accompagnée de l'occupation des lieux de travail, qui se maintiendra durant 15 jours. Malgré ce mouvement d'une ampleur inégalée dans l'histoire de l'Uruguay, la dictature parviendra à vaincre la résistance et demeurera en place jusqu'en 1984. Le régime autoritaire n'aura de cesse de pourchasser les dissident-e-s politiques impliqué-e-s dans les organisations populaires, les syndicats et les partis de gauche, tout en menant une stratégie de censure généralisée et de contrôle de l'information. Qui plus est, tout au long de son règne, elle approfondira les politiques néolibérales, démontrant ainsi ses relations étroites avec les bourgeoisies nationales et internationales.

Toujours selon Germán D'Elia, la dictature militaire révèle le visage des bourgeoisies en contexte de crise économique et de puissantes agitations sociales et politiques. Alors que leur position hégémonique est menacée, elles n'ont d'autres choix que de recourir à la violence afin de faire pencher le rapport de force en leur faveur. En effet, « un indice éloquent de cette politique se trouve dans l'évolution du salaire réel des travailleurs, qui entre 1973 et 1985, a connu une baisse de 50 %. Cet indice seul nous permet de définir l'essence du régime¹⁵. »

¹⁴ D'Elia, Germán. Uruguay: balance y opciones del movimiento sindical, *Nueva sociedad*, No.83, Mayo-Junio 1986, p.169.

¹⁵ *Ibid.*, p.170.

Le rôle du mouvement syndical dans la transition vers la démocratie

Au tournant des années 1980, la crise de la dette n'épargnera pas l'Uruguay qui se trouve déjà dans une situation économique précaire. Outre la baisse importante du pouvoir d'achat et la montée de l'inflation, s'ajoute le fait que près de 10 % de la population uruguayenne émigre pour des raisons politiques ou économiques¹⁶. En vertu de son incapacité à répondre aux besoins de la population et de sa politique répressive, la réforme de la Constitution proposée par la dictature est rejetée par voie de référendum. Devant cette situation, le régime fait une concession importante au mouvement syndical en permettant aux travailleurs et travailleuses d'organiser des associations à l'échelle de l'entreprise. De cette ouverture naîtra une nouvelle coordination en 1981, la Plénière intersyndicale des travailleurs (PIT), qui constituera le fer de lance de l'éventuel renversement de la dictature.

La PIT concentre les forces antidictatoriales et attire dans son giron des organisations des secteurs populaires et étudiants. En 1983, elle lance un appel à la mobilisation en organisant une manifestation du 1^{er} mai « sous les consignes « Liberté, Salaire, Travail et Amnistie », à laquelle assistent plus de 150 000 travailleurs¹⁷. » Cette expression de la grogne populaire se poursuivra, au mois de novembre de la même année, par une seconde manifestation de masse à laquelle participent 400 000 personnes. Quelques mois plus tard, en janvier 1984, une grève générale marque l'apogée de la contestation antidictatoriale. En définitive, la PIT représenta l'épicentre de la contestation des masses et de la représentation des intérêts populaires, « en liant la lutte démocratique antidictatoriale avec les droits économiques et sociaux du peuple uruguayen¹⁸. » Il n'en faudra pas plus pour que des élections soient déclenchées en novembre 1984, portant de nouveau au pouvoir le Parti *Colorado*.

Dans la foulée des événements, les partis politiques, les syndicats, les mouvements sociaux et les associations patronales se réunirent autour de la Concertation nationale programmatique. Cette coalition ponctuelle qui visait à jeter les bases de la transition à la démocratie cherchera également à établir un consensus national autour des grands enjeux socioéconomiques. Jamais auparavant le

¹⁶ Bronstein, Arturo S. *loc.cit.*, p.199.

¹⁷ González-Sierra, Yamandú. *loc.cit.*, p.64.

¹⁸ *Ibid.*, p.63.

mouvement syndical ne s'était autant inscrit dans une approche partenariale avec l'État et le patronat. Il y gagna la réintroduction des Conseils de salaires, la re-légalisation du droit de grève et la réinsertion d'un nombre important de travailleurs licenciés pour leurs activités syndicales. Toutefois, ces « gains » seront modulés en fonction de l'agenda politique néolibéral du Parti *Colorado*. Comme l'indiquent Fernando Filgueira et Pablo Alegre, deux chercheurs de l'Université catholique de l'Uruguay :

Le gouvernement de la restauration démocratique fut particulièrement dur durant les premières années (...) en déclarant les services de l'État « services essentiels » - un droit du Pouvoir Exécutif - afin de pouvoir suspendre les grèves. Une différence importante entre le nouveau système de négociations salariales et celui antérieur à 1968, est que dorénavant le Pouvoir exécutif pouvait décréter un plafond concernant les augmentations salariales dans le secteur privé¹⁹.

En somme, « (...) les syndicats (unifiés sous le nom de PIT-CNT en tant que continuateur organique des vieilles traditions de la CNT) émergèrent relégitimés en tant que représentants des travailleurs et en tant qu'agents de démocratisation de la société uruguayenne²⁰. » Toutefois, cet exercice eut aussi un impact de premier plan sur une certaine tradition politique et sur le rapport de force entre les différents acteurs. En effet, alors que le mouvement syndical avait observé historiquement une indépendance très forte envers l'État, il se trouve désormais à devoir reconnaître son autorité fondamentale. Or, il nous apparaît que ces événements participèrent de l'établissement d'un nouveau paradigme dans l'histoire du syndicalisme uruguayen.

Comme nous avons pu le constater, l'évolution du mouvement syndical uruguayen a été faite d'avancées et de reculs, tant sur le plan de son caractère unitaire, de ses luttes et de ses gains, que de ses relations avec les partis politiques et l'État. Il nous apparaît qu'au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, une approche plus partenariale s'était développée avec l'État et ce dans un contexte de croissance économique. Or, la crise structurelle que vécut l'Uruguay au tournant des années 1950 et qui s'approfondira jusqu'à l'arrivée de la dictature en 1976 a eu comme effet de repolariser les acteurs

¹⁹ Filgueira, Fernando. Alegre, Pablo. El sistema de protección social y de relaciones laborales en Uruguay : balance y perspectivas (1985-2009), *Monitor social del Uruguay*, N° 13, Université catholique de l'Uruguay, 2006, p.11.

²⁰ González-Sierra, Yamandú. *loc.cit.*, p.65.

sociaux et politiques. Enfin, la lutte contre la dictature recréa une dynamique « d'unité populaire » qui se traduisit, durant la transition, par la mise en place de relations étroites de coopération entre les différents secteurs de la société. Toutefois, la situation économique de l'Uruguay s'étant peu améliorée, ces relations s'effritèrent peu à peu en raison de l'introduction progressive des politiques néolibérales par le nouveau gouvernement élu démocratiquement.

Désindustrialisation, changements dans le monde du travail et offensives néolibérales (1980-2004)

L'Uruguay des années 1980 sera grandement affecté par les chocs pétroliers des années 1970, alors que le pays pouvait compter auparavant sur des coûts énergétiques relativement faibles afin d'alimenter sa production industrielle. De plus, l'adhésion de l'Uruguay au MERCOSUR (Marché commun du Sud) en 1991 provoque un choc supplémentaire sur l'économie nationale qui ouvre son marché intérieur aux produits provenant des autres pays membres.

La nouvelle conjoncture produira des modifications lentes, mais drastiques sur l'activité économique nationale. En effet, « la preuve en est que les exportations non-traditionnelles sont passées de 28 pour cent du total des exportations en 1970 à 65 pour cent en 1985²¹. » En pleine chute, le secteur industriel sera progressivement remplacé par une imposante économie de services dont une des caractéristiques fondamentales repose sur le travail informel. Dans la capitale de Montevideo, les statistiques sont impressionnantes. En 1979, la structure de l'emploi est constituée de 29.7 % de travailleurs et travailleuses dans le domaine de l'industrie contre 40.2 % dans celui des services. Vingt ans plus tard, en 1999, ils ne sont plus que 15.9 % dans l'industrie contre 48.1 % dans les services²². Ces changements entraînent des conséquences majeures qui se présentent comme autant de défis à relever pour la PIT-CNT. Dorénavant, elle doit faire face à la multiplication des entreprises de petite taille et du roulement important des employé-e-s, ce qui rend plus ardues la création et la pérennité des syndicats. La débâcle du secteur industriel constitue un élément central dans l'évolution du

²¹ Alegre, Pablo et Filgueira, Fernando. Une pratique hybride des réformes: politiques sociales et politiques du travail en Uruguay de 1985 à 2008, *Revue internationale du Travail*, vol. 148, no 3, Blackwell Publishing, 2009, p.343.

²² Filgueira, Fernando et Alegre, Pablo. *loc.cit.*, El sistema de proteccion, p.31.

syndicalisme uruguayen. Pour Sheila Marx et María del Rosario Fariña, également de l'OIT, le syndicalisme industriel « (...) apportait une vision très juste et précise de la situation d'ensemble des ouvriers. Ainsi le mouvement syndical, très ancré dans les usines, perdit un pilier de sa structure²³. »

Qui plus est, l'individualisation qui touche en très grande partie les travailleurs et travailleuses du secteur informel présente de nombreuses contraintes organisationnelles. Comme l'explique un syndicaliste de la PIT-CNT : « Ce que nous n'avons pas réalisé et qui est très difficile est la représentation de ces personnes en les incorporant à la vie quotidienne... Il y a eu différentes tentatives de former des coordinations par zones, où participent les organisations sociales du quartier et la PIT-CNT, afin d'intégrer les gens à la discussion²⁴. » Enfin, la précarité dont sont victimes bon nombre de travailleurs et travailleuses, les obligeant à conjuguer plusieurs emplois et à cumuler les heures supplémentaires, a pour conséquence de les éloigner de la vie militante et syndicale par manque de temps et d'énergie.

Ces nouveaux paramètres économiques poussent également le patronat à trouver des moyens d'améliorer la productivité dans les entreprises afin de faire face à la concurrence régionale et mondiale. Dans cette optique, de plus en plus de travailleurs et travailleuses seront remplacé-e-s par les nouvelles technologies. La substitution de la force de travail humaine par la technologie provoquera une montée du chômage qui passera, entre 1990 et 2002, de 9,3 % à 17 % dans la capitale²⁵. En même temps, « le taux d'informalité était passé d'un peu plus de 32 pour cent à 38 pour cent de la population active²⁶. » Qui plus est, pour des raisons de rentabilité, certains pans de la production seront transférés vers des sous-traitants. Ainsi, l'atomisation créée par le déplacement de l'activité productrice entrainera des difficultés supplémentaires pour les syndicats qui doivent dorénavant multiplier les lieux d'intervention.

²³ Fariña, María del Rosario et Marx, Sheila. El sindicalismo y el diálogo social en el Uruguay : Una revisión a sus prácticas actuales, *Cinterfor/OIT*, no.156, p.194.

²⁴ Alegre, Pablo. La transformación del sindicalismo uruguayo en los '90: Crisis y re-estructura en un contexto de cambio, *Monitor social del Uruguay*, N° 10, Université catholique de l'Uruguay, 2006, p.16.

²⁵ Alegre, Pablo et Filgueira, Fernando. *loc.cit.*, Une pratique hybride..., p.355.

²⁶ *Ibid.*

En somme, « entre 1987 et 2003, la syndicalisation a reculé pratiquement de 60 pour cent: la chute a approché 40 pour cent dans le secteur public, et 75 pour cent dans le secteur privé²⁷. » Bien que la PIT-CNT ait longtemps été paritaire en ce qui à trait au statut professionnel des membres, qu'ils proviennent du public ou du privé, elle sera en 2001 majoritairement constituée de travailleurs et travailleuses du secteur public. Paradoxalement, au même moment, les salarié-e-s du secteur privé à Montevideo représente près de 60 % de la force de travail alors que le secteur public se situe autour de 16 %²⁸.

En plus des obstacles conjoncturels provoqués par les transformations économiques, la PIT-CNT voit se dresser contre elle une vaste offensive patronale et gouvernementale visant à restructurer le cadre des relations de travail en vigueur depuis la restauration démocratique. Auparavant, sous les Conseils de salaires, le système de négociation centralisé obligeait toutes les entreprises d'un même secteur, qu'elles soient représentées ou non, à appliquer les conventions collectives approuvées au sommet par les trois parties. Or, le Parti national qui remporte les élections de 1989 entend bien approfondir la mise en place des politiques néolibérales afin d'obtenir davantage de « flexibilisation » du marché du travail. Après avoir adhéré au MERCOSUR, la stratégie du gouvernement repose sur l'affaiblissement du mouvement syndical par l'abrogation de presque toutes les tables de négociations centralisées, hormis quelques secteurs, dont la construction et la santé. Comme le résume Adriana Cassoni du département d'économie de l'Université de la République :

Le nouvel arrangement institutionnel eut deux conséquences majeures. Premièrement, il incita autant les firmes que les syndicats à négocier de manière plus décentralisée, particulièrement à l'échelle de l'entreprise. Deuxièmement, cela voulait dire que les conventions collectives ne pourraient plus être imposées [à l'ensemble d'un secteur]. Le résultat fut que l'adhésion à la Centrale syndicale diminua dramatiquement. Ceci, cependant, ne veut pas dire que l'adhésion individuelle diminua, mais la synchronisation, la coordination et le pouvoir de négociation se détériorèrent²⁹. »

²⁷ Alegre, Pablo et Filgueira, Fernando. *loc.cit.*, Une pratique hybride..., p.345.

²⁸ *Ibid.*, p.355.

²⁹ Cassoni, Adriana. Trade unions in Uruguay : some historical features explaining their economic role, [sur internet] <http://www.fcs.edu.uy/archivos/Doc0400.pdf>, december 2001, p.4.

Cependant, c'est sur une plus longue période que les effets de la décentralisation se firent sentir. L'adhésion individuelle aux syndicats chuta de 224 560 membres en 1990 à 165 450 en 1997 et le pourcentage de travailleurs et travailleuses couvert-e-s par les conventions collectives passa de 88 % en 1990 à 23 % en 1997³⁰. En définitive, la stratégie de démantèlement de l'unité syndicale par la multiplication des lieux de négociations fonctionna pour le gouvernement et joua considérablement à l'avantage du patronat. Ce n'est qu'au début des années 2000 et en particulier avec la montée du *Frente Amplio* que le mouvement syndical retrouvera un certain rapport de force accompagné d'une capacité d'action collective.

En somme, l'introduction du néolibéralisme et l'adhésion au MERCOSUR provoquèrent une diminution importante du poids du secteur industriel en Uruguay, qui sera compensée par l'ascension fulgurante d'une économie basée en grande partie sur les services. Néanmoins, celle-ci n'offrira pas des emplois stables et des salaires décents, mais entraînera plutôt l'érosion du pouvoir d'achat des travailleurs et travailleuses, la montée de la précarité et de l'individualisation du travail. Qui plus est, l'implantation des technologies visant à augmenter la productivité tout en diminuant la force de travail humaine ainsi que le recours à la sous-traitance provoqua un choc au cœur du syndicalisme industriel.

La victoire du Frente Amplio et le mouvement syndical : entre autonomie et soutien au nouveau gouvernement

C'est à partir du VIII Congrès de la PIT-CNT, en 2003, que se cristalliseront les débats autour des relations entre le mouvement syndical et la gauche politique. Le *Frente Amplio*³¹ qui détenait déjà l'importante mairie de Montevideo depuis 1989, voit ses succès électoraux prendre de l'ampleur au niveau national alors qu'il arrive à capter 40 % du vote en 1999. Devant cette situation, la PIT-CNT entrevoit la possibilité très réelle que le *Frente Amplio* remporte les futures élections en 2004 et doit donc se préparer politiquement à une telle éventualité.

³⁰ Cassoni, Adriana. *loc.cit.*, p.8-9.

³¹ Le *Frente Amplio* est une coalition politique uruguayenne née en 1971 de la fusion de différentes tendances idéologiques allant des communistes aux chrétiens de gauche. Il regroupe actuellement vingt et un partis.

Comme le notent certains observateurs, il s'agit d'un Congrès où s'expriment avec le plus de vigueur les divers courants idéologiques en raison de l'absence relative de consultation des membres de la base. À ce titre, disent-ils : « il est important de signaler aussi que dans la majorité des syndicats il n'y eut pas d'opportunités de discussions avant le Congrès. Ainsi les délégués ont agi en majorité en toute liberté et sans mandat de leurs syndicats³². » Cette dynamique entraînera les différentes tendances idéologiques à former deux blocs qui visent à influencer la ligne stratégique que devrait adopter la PIT-CNT. Le premier, constitué essentiellement du Parti socialiste d'Uruguay (PSU) et du Parti communiste d'Uruguay (PCU)³³, soutient qu'il est de la responsabilité de la Centrale syndicale de favoriser l'élection d'un futur gouvernement de gauche. Qui plus est, celui-ci propose de « générer les conditions qui soutiennent le programme d'un futur gouvernement progressiste³⁴. » En d'autres mots, le premier bloc reprend une formule connue qui vise à faire converger la lutte parlementaire et les luttes sociales dans un esprit de collaboration et de soutien mutuel. Ce faisant, les pressions provenant des mouvements sociaux donneront au gouvernement la marge de manœuvre nécessaire afin qu'il puisse assoir son rapport de force face à l'opposition politique et économique.

Quant à lui, le deuxième bloc formé majoritairement du Mouvement de participation populaire, du Parti pour la victoire du peuple et du Courant de gauche³⁵, entretient une certaine méfiance envers le *Frente Amplio*. Ainsi, il indique dans son document d'orientation présenté au Congrès que « la relation du mouvement syndical avec un possible gouvernement progressiste doit être dirigé par l'indépendance de classe, ce qui signifie que le mouvement syndical continuera de défendre sa plateforme et sa stratégie dans ses propres assemblées et ses Congrès et qu'en aucun cas il n'acceptera de se subordonner aux directives du gouvernement ou de la force politique progressiste³⁶. »

³² Zurbriggen, Cristina, Doglio, Natalia et Senatore, Luis. Notas a proposito de los desafios del movimiento sindical uruguayo, [sur internet] <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/uruguay/01826.pdf>, décembre 2003, p.10.

³³ À eux seuls, les candidats issus du PCU et du PSU remportent plus ou moins 50% des sièges lors des élections du secrétariat exécutif au Congrès de la PIT-CNT depuis la restauration démocratique en 1985. Pour plus de précisions sur les tendances qui composent le secrétariat exécutif, voir : Zurbriggen, Cristina, Doglio, Natalia et Senatore, Luis. *loc.cit.*, p.13.

³⁴ Zurbriggen, Cristina, Doglio, Natalia et Senatore, Luis. *loc.cit.*, p.15.

³⁵ Ces groupes politiques sont des tendances organisées et reconnus officiellement à l'intérieur de la PIT-CNT.

³⁶ *Ibid.*

Cela dit, les deux blocs sont loin d'être antagoniques et malgré quelques divergences sur la nature des relations que doit entretenir la PIT-CNT avec le *Frente Amplio*, il n'en demeure pas moins qu'en aucun cas il n'est question d'affirmer une stratégie complètement autonomiste. En effet, l'orientation qui sera finalement adoptée par le Congrès s'inscrit dans une logique de conservation d'une indépendance syndicale, tout en reconnaissant l'importance d'influencer le cours de la lutte politique parlementaire. Ce changement de cap diffère largement de ce à quoi nous avait habitués le mouvement syndical uruguayen. En effet, selon certain-e-s analystes de la Fondation Friedrich Ebert Stiftung-Uruguay, « à partir de lignes clairement tracées sur le rôle du mouvement syndical face à un gouvernement progressiste, le document [approuvé par le Congrès] défend de nouvelles règles relationnelles, différentes de celles que le mouvement syndical a maintenues historiquement avec les gouvernements nationaux³⁷. » Or, ce n'est pas un hasard si 30 des 51 députés élus sous la bannière du *Frente Amplio* en 2004 sont issus du monde syndical. Qui plus est, la presque totalité des élus au secrétariat exécutif de la PIT-CNT lors du Congrès de 2003 fait partie de différentes tendances politiques au sein du futur Parti de gouvernement. En somme, il y a lieu de parler de renouveau syndical puisque dorénavant la PIT-CNT s'intégrera pleinement dans les structures étatiques de négociation tripartites, lesquelles favoriseront la relance de la Centrale syndicale qui atteindra des proportions jamais vues auparavant.

Quelques mois seulement après l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement du *Frente Amplio* et à travers l'implication directe du nouveau Président de la République, Tabaré Vázquez, la présence de l'État dans les relations de travail atteindra son apogée. Toute une série de tables de négociation et de concertation sera mise en place : « la convocation d'un Compromis national pour l'emploi, les revenus et les responsabilités, la création du Conseil supérieur tripartite, la convocation des Conseils de salaires privées et ruraux et des commissions pour les fonctionnaires publics³⁸. » Dans cette foulée interventionniste, le gouvernement du *Frente Amplio* augmente le salaire minimum dès le 1^{er} juillet 2005, qui passe alors de 2050 à 2500 pesos uruguayens par mois (environ de 400 à 480

³⁷ Zurbriggen, Cristina, Doglio, Natalia et Senatore, Luis. *loc.cit.*, p.16.

³⁸ Rodriguez, Juan Manuel, Cozzano, Beatriz et Mazzuchi, Garciela. Las relaciones laborales en el nuevo gobierno, *Revista FCE*, Université catholique de l'Uruguay, 2006, p.2.

dollars canadiens). De manière générale, les augmentations salariales se feront sentir dans tous les secteurs présents aux tables de négociation.

L'ouverture institutionnelle à laquelle procède le nouveau gouvernement aura un effet immédiat sur les syndicalistes de la PIT-CNT qui en profitent pour appeler les travailleurs et travailleuses à s'organiser partout, à créer de nouveaux syndicats et à se préparer pour les futures négociations. Cet élan entraînera une explosion de l'affiliation aux syndicats et à la Centrale qui voit son nombre d'adhérents monter en flèche. « De 102 000 cotisants en 2003, la PIT-CNT passe à 150 000 cotisants affiliés à la fin de 2006 (...). En 2007, ce nombre sera dépassé alors que la PIT-CNT atteindra les 200 000 cotisants affiliés³⁹. »

Néanmoins, entre 2004 et 2007, sur le plan du défi que représente pour la PIT-CNT la défense des travailleurs et travailleuses précaires, les succès ne sont pas au rendez-vous. En effet, « malgré l'augmentation de la couverture générée par les Conseils de salaires, 95 000 travailleuses du secteur domestique, 250 000 travailleurs informels avec ou sans local et 90 000 travailleurs ruraux non-salariés sont demeurés en dehors des accords négociés⁴⁰. »

Peu de temps après cet exercice de collaboration entre le gouvernement national et le mouvement syndical, des tensions émergeront sur des enjeux d'une grande importance. Pour la première fois depuis la transition à la démocratie, un Parti politique de centre-gauche accède au pouvoir et du point de vue de la PIT-CNT, il est plus que temps que la loi d'amnistie décrétée par le gouvernement en 1986 soit dérogée⁴¹. Quant à lui, dans une perspective d'unification de la société uruguayenne, le Président Vázquez espère plutôt réconcilier les victimes et les bourreaux afin d'enterrer les douloureux souvenirs de l'époque de la dictature. Dans cette optique, il entend rapprocher les deux camps en intégrant un défilé militaire à la manifestation de la société civile contre l'impunité. Cette mésentente entraînera le syndicat des enseignants, appuyé par la PIT-CNT, à déclenché une grève de 24hrs contre l'attitude du gouvernement, tout en revendiquant un meilleur

³⁹ Filgueira, Fernando. Alegre, Pablo. *loc.cit.*, El sistema de proteccion social, p.37.

⁴⁰ *Ibid.*, p.38.

⁴¹ Cette loi qui existe depuis 1986 stipule que les représentants de l'État sous la dictature ne pouvaient être poursuivis.

financement du système d'éducation. Cédant sous les pressions populaires, le gouvernement du *Frente Amplio* déclenchera plus tard un référendum en 2009 sur la question de l'annulation de loi, laquelle sera reconduite par la population uruguayenne. Néanmoins, la lune de miel entre le mouvement syndical et le gouvernement de centre-gauche semble déjà s'essouffler.

Pour Raul Zibechi, militant et journaliste uruguayen, la PIT-CNT a su conserver son indépendance face au *Frente Amplio*. Il mentionne à cet égard que « l'exemple le plus évident a peut-être été la mobilisation syndicale contre l'impérialisme et la signature d'un traité de libre-échange avec les États-Unis lors de la visite de George W. Bush en Uruguay en mars 2007⁴². » C'était toutefois trop peu trop tard, puisque le traité avait déjà été signé en janvier de la même année. Toutefois, la PIT-CNT put démontrer qu'elle n'approuvait pas la décision du gouvernement de conclure un tel accord et qu'elle ne resterait pas silencieuse devant cette situation.

Plus près de nous en 2010, la contestation s'exprime de nouveau contre les politiques économiques du *Frente Amplio* réélu en 2009. En effet, le 7 octobre 2010, la PIT-CNT réalise une grève générale de 24 heures pour exiger des augmentations salariales, une meilleure redistribution de la richesse ainsi que l'amélioration du financement des réseaux de l'éducation, de la santé et du logement⁴³. Ainsi, il serait faux de croire que le mouvement syndical uruguayen s'est transformé en simple outil de contrôle des demandes des travailleurs et travailleuses devant le nouveau gouvernement progressiste. En résumé, l'actuel Secrétaire général de la PIT-CNT, Juan Castillo, nous dit ceci : « Au sein du mouvement, il existe trois courants : ceux qui ne veulent pas critiquer pour ne pas compliquer la tâche du gouvernement, ceux qui disent que rien n'a changé et que ce sont tous les mêmes, et, entre les deux, ceux comme nous qui croient qu'il faut reconnaître les avancées tout en critiquant les erreurs et les manques⁴⁴ »

⁴² Zibechi, Raúl. Uruguay: Les mouvements sociaux entre l'autonomie et la lutte pour le changement, [sur internet] <http://www.cetri.be/spip.php?article31>, 2007, p.2.

⁴³ Journal *Tiempo Argentino*, *Aucun incident dans la première grève générale contre le gouvernement de Mujica*, 8 octobre 2010, [sur internet] <http://tiempo.elargentino.com/notas/sin-incidentes-primera-huelga-general-contra-gobierno-de-mujica>

⁴⁴ Zibechi, Raúl. *loc. cit.*, p.2.

La PIT-CNT et les mouvements sociaux

Souvent associée à une approche sectorielle et corporatiste, la PIT-CNT développe à partir des années 2000 une stratégie plus globale visant à représenter les intérêts populaires. Elle s'engage tout d'abord dans la mise en place d'une importante campagne contre la privatisation de la société publique pétrolière uruguayenne. Devant l'approbation par le Parlement de la loi « Ancap ⁴⁵ » en 2001, la PIT-CNT décide de mobiliser ses troupes afin d'obtenir les signatures nécessaires (25 % des votants inscrits) à la tenue d'un référendum d'initiative populaire. Cette démarche inédite avait comme objectif de recréer des liens de solidarité plus forts entre le mouvement syndical, les mouvements sociaux et la population, dans le but de mettre en marche un processus de démocratie directe. La réceptivité fut très bonne et motiva les militants et militantes à aller de l'avant dans l'obtention des signatures, qu'ils récoltèrent par une intense activité de porte-à-porte. « Cette forme d'action, une année de mobilisation permanente ayant recours à des formes non traditionnelles, du théâtre de quartier aux manifestations en bicyclettes, reposa sur 350 commissions de quartier non partisans et modifia la culture politique de l'Uruguay, jusqu'ici centrée sur les partis et l'instant électoral⁴⁶. » Ayant récolté près de 650 000 signatures, la Cour électorale n'eut d'autre choix que de convoquer un référendum qui se solda par un rejet de 62 % au projet de loi.

Sur la question de l'avortement (toujours illégal en Uruguay) et de la diversité sexuelle, la PIT-CNT ne cache pas ses sympathies pour les nouveaux mouvements sociaux qui tentent d'infléchir un changement culturel dans la société uruguayenne. En effet, la Centrale syndicale appuie et encourage l'apparition très récente d'organisations sociales composées essentiellement de jeunes militants et militantes qui ébranlent les mœurs politiques en vigueur. Néanmoins, pour ce qui est du droit des femmes à disposer librement de leurs corps, « les collectifs de femmes en faveur de l'avortement légal ont dû s'affronter au net refus du président Vázquez et de la majorité masculine du Frente Amplio, au

⁴⁵ La loi "Ancap" prévoyait la privatisation d'une partie de la société d'État uruguayenne qui détient le monopole sur les produits pétroliers, l'alcool et le ciment.

⁴⁶ Zibechi, Raúl. La force dans la faiblesse : succès du mouvement syndical uruguayen, [sur internet] <http://alainet.org/active/7385&lang=es>, 2004, p.4.

moment de modifier la loi⁴⁷. » Cette dimension conservatrice au cœur du socle culturel du *Frente Amplio* a irrité plusieurs militantes, à commencer par les femmes qui avaient créé quelques années auparavant le Département genre et équité au sein de la PIT-CNT. Est-ce suffisant pour que la PIT-CNT propose de mener une campagne sérieuse dont l'objectif serait de transformer la loi sur l'avortement ? On peut en douter, considérant qu'au sein des organes de direction, les femmes représentent 11 % des membres de la table des représentant-e-s et 12,5 % des membres du secrétariat exécutif⁴⁸. » Toutefois, le soutien de la PIT-CNT à ces nouvelles luttes constitue un élément d'actualité non négligeable dans l'évolution de la Centrale.

Une nouvelle solidarité a également vu le jour dans l'histoire récente de l'Uruguay entre les syndicats et les travailleurs et travailleuses qui se sont impliqué-e-s dans la récupération d'entreprises. Cette démarche de réappropriation du lieu de travail et de la production en vue de créer une coopérative autogérée a été reçue avec beaucoup d'enthousiasme du côté syndical, contrairement à ce que l'on a pu constater en Argentine. En effet, les grandes figures historiques du mouvement syndical argentin avaient plutôt réservé un accueil mitigé à ce nouveau type de luttes, dont il se méfiait probablement en raison de son caractère offensif. Dans le cas de l'Uruguay, c'est sans aucune réticence que la PIT-CNT a offert son soutien à ces initiatives et sur le terrain, les syndicats affiliés ont joué un rôle considérable dans la concrétisation de ces projets. À maintes reprises, le syndicat local a été le point de départ du processus de récupération. À d'autres occasions, lorsqu'il n'existait pas de syndicat sur place, ce sont les syndicats du même secteur qui mirent à contribution leurs ressources afin de fournir à leurs collègues un soutien organisationnel, financier ou politique.

Malgré toute sa bonne volonté, le mouvement syndical a dû faire face à un phénomène complètement nouveau qu'il ne saisissait pas dans toute son ampleur. À ce sujet, les protagonistes liés aux récupérations d'entreprises mentionnèrent, lors de la première activité visant à dresser un bilan de ces expériences, qu'ils n'étaient pas préparés adéquatement à assumer les tâches liées à la création d'une coopérative. Il n'en demeure pas moins que le comportement des syndicats semble avoir créé

⁴⁷ Zibechi, Raúl. *loc.cit.*, Les mouvements sociaux., p.3.

⁴⁸ Centro Interdisciplinario de Estudios sobre el Desarrollo | Uruguay. Indicateurs de participation et de représentation à la PIT-CNT, [sur internet], <http://www.ciedur.org.uy/docs/Negociacion/IndicadoresPITCNT.php>

un précédent dans l’imaginaire social et politique des principaux concernés. En effet, « l’importance accordée par les travailleurs uruguayens au syndicat est évidente dans la mesure où les membres des coopératives continuent à participer au syndicat ou cherchent à adhérer à la centrale syndicale après la transformation en coopérative⁴⁹. »

Néanmoins, la situation se complique lorsque vient le temps de déterminer ce qui définit l’action collective et l’unité de la classe travailleuse. Si cette unité repose sur une identité commune constituée autour d’une condition partagée, celle de vendre sa force de travail en l’échange d’un salaire, les travailleurs et travailleuses regroupé-e-s en coopératives s’en trouvent exclus. Pourtant, en vertu de l’appartenance historique de ces derniers aux syndicats, il semblerait que persiste une relation de proximité qui va jusqu’à l’arrêt de travail en guise de solidarité avec des travailleurs en grève⁵⁰. Néanmoins, d’autres exemples, dont le plus célèbre est celui de l’entreprise pneumatique FUNSA⁵¹, appellent à revoir la dichotomie entre travailleurs et investisseurs dans l’esprit de faire converger les intérêts des deux parties. Dans cette optique, un dirigeant de la FUNSA, Luis Romero, mentionne la chose suivante : « Nous voulons démontrer que, dans ce pays, les syndicats ne sont pas maudits, que les travailleurs ne sont pas une plaie et que tous les investisseurs ne sont pas les mêmes⁵². » Si le mouvement coopératif devait prendre un certain essor, il soulèverait certainement des problématiques quant à la relation de la PIT-CNT avec ce nouvel acteur.

Conclusion

Puisque le mouvement syndical a toujours défendu les Conseils de salaires et l’implication de l’État dans les négociations collectives, il nous semble que l’évolution de la PIT-CNT constitue l’aboutissement d’une stratégie qui prévalait depuis très longtemps. En effet, le renouveau du mouvement syndical uruguayen se situe dans l’approfondissement de l’institutionnalisation des

⁴⁹ Marti, Juan Pablo. ARGENTINE-URUGUAY - *Les défis de la relation entre entreprises récupérées et mouvement syndical*, [sur internet] <http://www.alterinfos.org/spip.php?article1488>, 1er septembre 2007, p.6.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ La *Fabrique Uruguayenne de pneumatiques* fondée en 1935 fut une des plus grosses usines du pays qui sera transformé en coopérative en 2003. En effet, suite à une tentative de liquidation par les anciens propriétaires, une longue lutte ouvrière se solda par la récupération de l’entreprise.

⁵² Marti, Juan Pablo, loc.cit., p.7

relations entre les syndicats, l'État et le Parti au pouvoir. S'il avait auparavant opposé une résistance féroce aux différents gouvernements *Blanco* ou *Colorado* qui se sont partagé le pouvoir depuis les premiers temps de la République, cela se comprend surtout en l'absence d'une alternative politique parlementaire capable de représenter et défendre les intérêts des travailleurs et travailleuses. La logique confrontationnelle qui avait jusqu'à maintenant déterminé les rapports du mouvement syndical à l'État s'explique davantage dans ces termes que par la pérennité d'une pratique anarchosyndicale ou autonomiste qui, comme nous l'avons vu, s'est éteinte lors de la disparition de la FORU en 1929. Dans le même esprit que ce que nous affirmons, Raul Zibechi indique que « le mouvement syndical uruguayen, qui est né protégé par l'État, a adopté les principales caractéristiques de la culture politique uruguayenne : la "pluralité de médiations" (Lanzaro, 1986 : 61), l'articulation entre le politico-étatique et le social-syndical, l'institutionnalisation des conflits et la recherche du consensus⁵³. »

Il faut également souligner qu'en 2007, la PIT-CNT lancera l'idée d'organiser un second *Congrès du peuple* à l'image de ce qui s'était fait plus de quarante ans auparavant. En collaboration avec la puissante Fédération des coopératives de logement (reconnue pour ses occupations de terres et son caractère très combatif et réprimée par le gouvernement du *Frente Amplio*) ainsi que la Fédération des étudiants et étudiantes, ce deuxième Congrès devait permettre au peuple de participer à la construction du nouvel Uruguay. Plutôt vague en termes de propositions concrètes, l'appel lancé par les organisateurs et organisatrices faisant référence à une démocratisation du processus qui a débuté avec l'arrivée au pouvoir en 2005 du *Frente Amplio*. En ce sens, force est de constater que l'approche stratégique des « urnes et de la rue » semble s'être bien implantée chez les mouvements sociaux et syndicaux.

Dans un autre ordre d'idée, nous avons vu que l'enjeu que représente la montée du « précaire » est de taille puisqu'il suppose de revoir les vieilles méthodes d'organisation syndicale et de faire preuve de créativité dans la consolidation des liens entre les travailleurs et travailleuses. Souvent confronté à des rythmes de travail très instables ainsi qu'à la mobilité involontaire, ces

⁵³ Zibechi, Raúl, *loc.cit.*, La force dans la faiblesse, p.6.

derniers doivent faire face à une atomisation accrue des rapports sociaux et syndicaux. À ce sujet, il apparaît qu'à la PIT-CNT ce champ d'action demeure ouvert à toutes initiatives capables de coordonner et de rassembler cette « nouvelle classe travailleuse », chez qui le lien travailleur-entreprise et travailleur-quartier a perdu tout son sens. Dans ce domaine, la nécessité du renouveau syndical correspond pleinement aux changements structurels, culturels et idéologiques que doit opérer le mouvement syndical uruguayen s'il veut demeurer un acteur incontournable dans la société et un espace significatif de contre-pouvoir.

De plus, nous avons évoqué dans un article précédent les transformations en cours en Argentine à travers une analyse de la Centrale des travailleurs de l'Argentine. Or, force est de constater que plusieurs éléments convergents quant au renouveau syndical, caractérisé surtout par la mutation de la structure de l'emploi (recours à la sous-traitance, hausse de la précarité, mobilité imposée, montée du secteur des services et du travail informel, atomisation des travailleurs et travailleuses, etc.). Dans les deux cas, cette nouvelle réalité a forcé une remise en question des acteurs syndicaux et provoqué des débats quant aux stratégies organisationnelles à privilégier.

Enfin, nous constatons que certaines tendances sont à l'œuvre dans la reconfiguration du mouvement syndical en Amérique latine. En effet, la mondialisation néolibérale et l'émergence depuis une dizaine d'années de plusieurs gouvernements de gauche ont modifié les rapports de force politique et l'action des agents sociohistoriques. Les relations entre l'État, les mouvements sociaux et les partis politiques ont également subi une mutation profonde depuis l'émergence de cette nouvelle dynamique politico-économique. En définitive, le phénomène qu'il nous a été donné d'observer en Uruguay, qui porte bien sûr ses spécificités propres, pourrait sans doute être examiné dans plusieurs autres pays de l'Amérique latine ayant traversé une période de bouleversement similaire. À ce sujet, une question demeure : devant les exigences du développement économique capitaliste, de l'augmentation de la croissance et de la concurrence régionale et internationale, combien de temps les gouvernements de gauche pourront maintenir un certain compromis national qui continuera de leur assurer une certaine stabilité

BIBLIOGRAPHIE

Alegre, Pablo. La transformación del sindicalismo uruguayo en los '90: Crisis y re-estructura en un contexto de cambio, Monitor social del Uruguay, Nº 10, Université catholique de l'Uruguay, 2006, 32 p.

Alegre, Pablo et Filgueira, Fernando. Une pratique hybride des réformes: politiques sociales et politiques du travail en Uruguay de 1985 à 2008, Revue internationale du Travail, vol. 148, no 3, Blackwell Publishing, 2009, pp.341-359.

Bronstein, Arturo S. The evolution of labour relations in Uruguay : Achievements and challenges, International labour review, Vol. 128, EBSCO Publishing, 1989, No.2. pp. 195-212.

Cassoni, Adrina. Trade unions in Uruguay : some historical features explaining their economic role, [sur internet] <http://www.fcs.edu.uy/archivos/Doc0400.pdf>, december 2001, 11 p.

D'Elia, Germán. Uruguay: balance y opciones del movimiento sindical, Nueva sociedad, No.83, Mayo-Junio 1986, pp.164-171.

Fariña, María del Rosario et Marx, Sheila. El sindicalismo y el diálogo social en el Uruguay : Una revisión a sus prácticas actuales, Cinterfor/OIT, no.156, pp.189-202.

Filgueira, Fernando. Alegre, Pablo. El sistema de protección social y de relaciones laborales en Uruguay : balance y perspectivas (1985-2009), Monitor social del Uruguay, Nº 13, Université catholique de l'Uruguay, 2006, 52 p.

González-Sierra, Yamandú. Reglamentación de la huelga: Espada de Damocles y resistencia, Nueva sociedad, No.112, Marzo-Abril 1991, pp.56-64.

Groupe d'Études et d'Action Libertaire (GEAL), Origines du mouvement ouvrier en Uruguay, Montevideo, [sur internet] <http://nefac.net/node/977>, 2004, 12 p.

Jacob, Raul. Aux origines du mouvement syndical en Uruguay: Les mutuelles et la section régionale de l'AIT (1871-1880), Le Mouvement social, No. 84, Jul. - Sep. 1973, pp.35-45.

Marti, Juan Pablo. ARGENTINE-URUGUAY - Les défis de la relation entre entreprises récupérées et mouvement syndical, [sur internet] <http://www.alterinfos.org/spip.php?article1488>, 1er septembre 2007.

Moreira, Carlos. Movimientos populares y luchas sociales en el Uruguay contemporáneo, [sur internet] http://www.uel.br/grupo-pesquisa/gepal/terceirosimposio/carlos_moreira.pdf

Porrini, Rodolfo. La historia de la clase obrera y los sindicatos en el siglo XX: experiencias y aportes, [sur internet] www.universidadur.edu.uy/dgp/docs/m1fs.doc, 2011.

Rama, Carlos M. El movimiento obrero y social uruguayo y el Presidente Batlle, Revista de Historia de América, No. 46 (Dec., 1958), pp. 399-426.

Rodriguez, Juan Manuel, Cozzano, Beatriz et Mazzuchi, Garciela. Las relaciones laborales en el nuevo gobierno, Revista FCE, Université catholique de l'Uruguay, 2006, 34 p.

Zibechi, Raúl, La force dans la faiblesse : succès du mouvement syndical uruguayen, [sur internet] <http://alainet.org/active/7385&lang=es>, 2004.

Zibechi, Raúl. Uruguay: Les mouvements sociaux entre l'autonomie et la lutte pour le changement, [sur internet] <http://www.cetri.be/spip.php?article31>, 2007.

Zurbriggen, Cristina, Doglio, Natalia et Senatore, Luis. Notas a proposito de los desafios del movimiento sindical uruguayo, [sur internet] <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/uruguay/01826.pdf>, décembre 2003, 24 p.